

## ROYAUME DE BELGIQUE

Intervention de

S.E.M. Marc PECSTEEN, Représentant Permanent  
de la Belgique auprès des Nations Unies

**Débat Colombie au Conseil de Sécurité**

New York, 19/7/2019

---

Monsieur le Président, Excellences, chers collègues,

J'aimerais tout d'abord remercier Monsieur Massieu pour son exposé, ainsi que le ministre Trujillo pour sa présence.

Je voudrais également remercier les délégations du Royaume-Uni et du Pérou, la Mission des Nations Unies en Colombie et les autorités colombiennes d'avoir organisé **notre visite** la semaine dernière. Ce fut une occasion précieuse pour le Conseil de manifester notre soutien au processus de paix et de mieux comprendre les défis auxquels la Colombie est confrontée lors de la mise en œuvre de l'accord de Paix de La Havana.

La Belgique se félicite de l'**engagement** fort exprimé par toutes les parties au cours de la visite. Du Président Duque aux dirigeants des FARC et aux responsables des institutions de l'Accord de Paix, en passant par les représentants d'organisations de la société civile, les anciens combattants de Santa Rosa à Cauca et les communautés avec lesquelles ces derniers vivent: le message principal que nous avons entendu était la nécessité et la volonté de faire fonctionner l'accord de paix. J'ai quitté la Colombie avec la conviction que, malgré les défis considérables, le pays continue de fournir un exemple éclairé aux régions en conflit du monde qui ont besoin d'inspiration.

La **demande d'extension du mandat** de la Mission de vérification est un signe clair de cet engagement. Nous reconnaissons également les progrès accomplis en ce qui concerne la réintégration des anciens combattants, la recherche d'une solution pragmatique pour les 24 zones de concentration, l'approbation des plans de développement national et régional et la proposition de renforcer le cadastre du territoire. Il importe maintenant de renforcer ces efforts de réincorporation et de réforme rurale.

Les **élections d'octobre** constitueront une étape importante pour la réintégration politique des FARC. Nous exhortons les autorités à protéger les dirigeants sociaux, les défenseurs des droits de l'homme, les candidat-e-s et les femmes et hommes politiques des FARC dans la perspective des élections. Les femmes dirigeantes en particulier sont vulnérables. Il est profondément préoccupant de constater que depuis la signature de l'Accord de Paix, 123 meurtres d'anciens combattants et plusieurs centaines de dirigeant-e-s sociaux ont été confirmés. Trop souvent, les coupables n'ont pas été tenus pour

responsables. Des garanties de sécurité sont nécessaires, et ceci surtout dans le cadre d'une extension plus large de la présence intégrale de l'État dans les anciennes zones de conflit.

La Belgique se félicite de l'adoption de la loi statutaire de la **Juridiction Spéciale pour la Paix**, qui renforce son autonomie et son indépendance et constitue la pierre angulaire du modèle de justice réparatrice en Colombie. Je salue le travail de la Commission de Vérité et du Groupe de Recherche des Personnes Disparues. Ces institutions de justice transitionnelle doivent disposer de ressources suffisantes pour s'acquitter de leur mandat. Tout en reconnaissant que la grande majorité des anciens combattants des FARC respectent leurs engagements en vertu de l'Accord de Paix, je souligne qu'il est crucial que tous les dirigeants des FARC donnent l'exemple et contribuent activement à dire la vérité dans tous les cas examinés par la Juridiction Spéciale. Il faut éviter que les actions d'une petite minorité de détracteurs de l'accord soient abusées par d'autres afin de miner la mise en œuvre de l'accord. Cela demande un courage continu de tous les acteurs politiques.

La Belgique suit en particulier la situation des **enfants dans les conflits armés**. Nous encourageons le Gouvernement à donner la priorité à la protection des enfants et je félicite l'Institut pour le bien-être familial pour son travail. Nous restons très préoccupés par la forte augmentation du recrutement et de l'utilisation d'enfants principalement par des groupes armés non étatiques.

Monsieur le Président,

Nous regrettons l'**atmosphère de polarisation persistante** autour d'éléments de l'Accord de Paix qui illustre la nécessité d'un dialogue inclusif entre toutes les forces politiques. Nous devons surmonter la méfiance et nous unir derrière la paix.

Il ne fait aucun doute que la **décision historique de mettre fin au conflit armé** est la bonne, malgré les défis actuels. J'assure toutes les parties du soutien indéfectible de la Belgique au processus de paix.

Je vous remercie, Monsieur le Président.